

Déclaration liminaire des représentants FO de la DDEA de la Nièvre

Monsieur le Préfet,

Vous nous avez convoqué ce jour pour une réunion des CTP des services déconcentrés de l'Etat appelés à rejoindre la future DDCSPP.

Nous vous informons que nous ne siégerons pas à cette réunion.

En effet, la mise en place de la RGPP dans la Nièvre a été à l'image de ce qui s'est passé au niveau national c'est à dire sans prendre en compte les intérêts des personnels de l'Etat concernés.

Cette pseudo réforme, comme FO l'a toujours dénoncé, ne vise qu'à casser le service public republicain en ignorant totalement la réalité sociale de notre pays.

Votre prédécesseur, à l'image de la méthode gouvernementale en place depuis 2007, s'est contenté de mettre en place des réunions formelles, visant uniquement à donner l'apparence du dialogue social à ce processus de casse du service public.

D'ailleurs, l'ensemble des organisations syndicales de la DDEA ainsi que toutes les unions départementales, ont rapidement refusé de participer à cette mascarade.

Aujourd'hui il s'agit d'entériner la création de la DDCSPP, regroupement d'administrations n'ayant pas grand chose en commun.

En effet, par exemple, quel lien peut-il bien y avoir entre les services vétérinaires et la politique sociale du logement ou entre les activités sportives et la protection du consommateur ? aucun, si ce n'est une volonté de réduire les effectifs des fonctionnaires ! mais sûrement pas d'améliorer le service public pour les usagers !

En plus, cerise sur le gâteau, une simple lecture de l'organigramme de la DDCSPP permet de constater que les services supports ont été totalement négligés, en particulier pour l'informatique où un seul agent va devoir gérer la totalité des systèmes des quatre administrations. Idem pour la comptabilité et les ressources humaines.

On imagine aisément quelles vont être les conditions de travail pour les agents concernés !

Dans ces conditions cette réunion conjointe, regroupant des CTP départementaux et régionaux, et dont on devine aisément que le quorum ne sera pas atteint ce jour, n'est qu'une nouvelle preuve de l'hypocrisie de l'administration.

Nous ne doutons pas que le 23 décembre (la réunion étant déjà programmée !!), vous pourrez entre petit comité de l'administration, valider ce projet et vous délivrer un satisfecit.

Par contre, soyez assuré, monsieur le Préfet, que FO continuera à condamner et à dénoncer la RGPP et ses effets néfastes. Que reste-t-il de la liberté ou de la fraternité lorsqu'il n'y a plus ni égalité, ni solidarité ? C'est indéniable, si cette RGPP n'est pas stoppée, nous ne vivrons plus dans la même République à son issue.